



**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(REPUBLIQUE DU SENEGAL)**

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES DU GROUPE II (GESTION 2012)

Fonds de Soutien au Secteur de l'Energie (FSE)

RAPPORT DEFINITIF



Juillet 2014



Grant Thornton

Grant Thornton
2 place de l'indépendance
Immeuble SDIH
2e, 3e et 4e étage
BP 7642 - Dakar
T 00 221 33 889 70 70
F 00 221 33 821 10 70
grantthornton@sn.gt.com

www.grantthornton.sn

SIGLES ET ACRONYMES

AC	: Autorité contractante
ARMP	: Autorité de Régulation des Marchés Publics
AGPM	: Avis Général de Passation des Marchés
AOO	: Appel d' Offres Ouvert
AOR	: Appel d'Offres Restreint
CM	: Commission des Marchés
CCAG	: Cahier des Clauses Administratives et Générales
ACP	: Agent Comptable Particulier
CM	: Code des Marchés
CPM	: Cellule de Passation des Marchés
CRD	: Comité de Règlement des Différends
DAO	: Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	: Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	: Demande de Renseignement et de Prix
FSE	: Fonds de Soutien au Secteur de l'Energie
MEF	: Ministère de l'Economie et des Finances
PV	: Procès-verbal
PPM	: Plan de Passation des Marchés
PI	: Prestations Intellectuelles
TDR	: Termes de référence
UEMOA	: Union Economique Monétaire Ouest Africaine
N/A	: Non applicable

Dakar, le 07 juillet 2014

**A Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics
Dakar**

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Monsieur le Directeur Général,

En exécution de la mission que l'ARMP a bien voulu nous confier et relative à la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés publics conclus par les autorités contractantes du groupe II pour la Gestion 2012, nous avons l'honneur de vous soumettre conformément aux termes de référence, notre rapport définitif concernant le **Fonds de Soutien au Secteur de l'Energie (FSE)**. Ce rapport tient compte des informations et documents complémentaires envoyés par courrier n°00042/MEF/FSE/RAF/db du 11 juin 2014 par ledit fonds à la suite de notre rapport provisoire.

Nous avons effectué notre revue sur la base des termes de référence (TDR) du contrat de services signé entre l'Autorité de Régulation des Marchés publics et le cabinet Grant Thornton.

Selon les TDR, la mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus en 2012 par les autorités contractantes ciblées, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des obligations de l'administration et le décret 2011-1048 du 2 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics et ses textes d'application. C'est ainsi qu'au terme de nos diligences réalisées selon l'approche détaillée au point 2 du présent rapport, nous vous présentons la synthèse de nos travaux.

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Au cours de la période d'audit, la liste communiquée par le Fonds de Soutien au secteur de l'Energie présente **6** marchés, pour un coût global de **F CFA 52 880 114**.

Nous avons procédé à des tests d'exhaustivité avec les données financières et comptables mises à notre disposition par la Direction administrative et financière. A l'issue de nos travaux, nous n'avons pas eu connaissance d'autres marchés passés par le Fonds de Soutien au Secteur de l'Energie sur la période sous revue.

Dans le cadre de nos travaux, notre échantillon a porté sur les six (06) dossiers représentant 100% du montant global des marchés.

Notre sélection est récapitulée comme suit :

Mode de passation	FSE				
	Récapitulatif des marchés (en F CFA)		Marchés sélectionnés pour revue (en F CFA)		
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Scoop en volume/mode
DRP	6	52 880 114	6	52 880 114	100%
TOTAL	6	52 880 114	6	52 880 114	
Taux de couverture			100%	100%	

CONSTATS D'ORDRE GENERAL

Au terme de nos travaux, les principaux constats peuvent être résumés comme suit :

- ❖ La commission des marchés n'a pas été nommée avant le 05 janvier 2012 en violation de l'article 6 de l'arrêté 11588 du 28/12/2007 ;
- ❖ Un décalage entre la date d'ouverture des plis et la date limite de dépôt des offres indiquée dans la lettre d'invitation et aucun document attestant de la prolongation du délai de soumission ne nous a été transmis, en violation des dispositions de l'article 67 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics. Cette situation concerne toutes les DRP examinées.
- ❖ Des délais relativement longs sur la passation des marchés pour 3 des 6 marchés examinés.

CONSTATS SPECIFIQUES A LA PASSATION ET A L'EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES EXAMINES

Pour la gestion 2012, les marchés du Fonds de Soutien au secteur de l'Energie sont passés suivant la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP). Nos travaux ont porté sur les marchés suivants :

- ✓ L'assurance maladie du personnel de FSE pour un montant de FCFA 6 545 650 ;
- ✓ Les services de gardiennage des locaux de FSE pour un montant de FCFA 8 496 000 ;
- ✓ La Fourniture de Consommables Informatiques pour un montant de FCFA 3 070 000 ;
- ✓ L'élaboration du manuel des procédures pour un montant de FCFA 22 461 064 ;
- ✓ Le Commissariat aux comptes du FSE pour un montant de FCFA 5 734 800 ;
- ✓ L'audit annuel des comptes du FSE pour un montant de FCFA 6 572 600.

Hormis les constats à caractère général, nous n'avons pas noté de constats spécifiques sauf pour les marchés de prestations intellectuelles. En effet, nous avons relevé pour ces marchés, le non-respect du délai de convocation des membres de la commission des marchés en violation des dispositions de l'article 39 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics. Nous avons noté aussi un taux de réponse relativement faible pour le marché des services de gardiennage des locaux du FSE pour un montant de F CFA 8 496 000.

CONSTATS SPECIFIQUES A L'EXECUTION PHYSIQUE

Afin de vérifier la matérialité des dépenses, nous avons procédé à l'inspection physique du manuel de procédures de FSE. Nos travaux sur l'exécution physique n'appellent aucune remarque de notre part.

SYNTHESE DE NOS CONCLUSIONS

Notre revue sur la conformité de la passation des marchés publics au sein de cette AC a concerné 6 DRP, représentant 100% du montant total des dépenses. A l'exception des anomalies soulevées ci-dessus, nous n'avons pas d'observations particulières sur la passation et l'exécution des marchés au niveau du FSE. Les DRP ont été estimées globalement conformes aux procédures de passation des marchés publics.

Nous tenons à remercier l'ensemble des interlocuteurs rencontrés pour leur disponibilité et leur collaboration au moment de notre intervention.

Nous vous souhaitons bonne réception du présent rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE
Associé

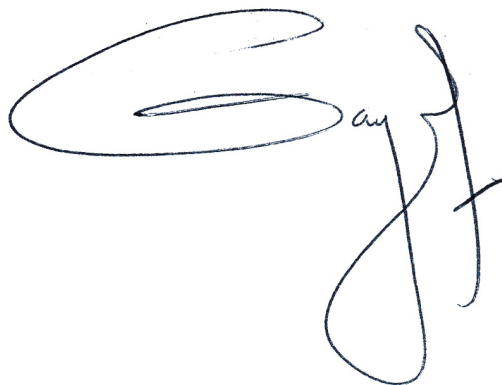


TABLE DES MATIERES

I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	7
1.1. CONTEXTE.....	8
1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR	8
II. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES	10
2.1. CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE	11
2.2. COORDINATION GENERALE DE LA MISSION	11
2.3. PHASE DE PRE-AUDIT	11
2.4. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	13
2.5. REVUE DES PROCEDURES D'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	14
2.6. CONTROLE QUALITE ET REVUE INDEPENDANTE	14
2.7. RESTITUTION DES RAPPORTS	15
III. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	16
3.1. LE CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE	17
3.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES	18
IV. LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES	21
V. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS DU FSE.....	23
5.1. SELECTION DES MARCHES A AUDITER	24
5.2. CONSTATS DE L'AUDIT ET RECOMMANDATIONS	24
5.3. RECOMMANDATIONS	28
5.4. STATISTIQUES ET INDICATEURS	29
ANNEXES	30

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 CONTEXTE

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

1.2 OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 du Code des Marchés publics. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ❖ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- ❖ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- ❖ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ❖ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs

des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;

- ❖ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ❖ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ❖ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ❖ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe
- ❖ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ❖ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,
- ❖ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,
- ❖ Formuler des recommandations.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant ont porté sur :

- Le contrôle de la qualité des contrats attribués, en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- Le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart a été relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante a été examinée ;
- Le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- L'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- L'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

2. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

2.1 CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les TDR, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière plus précise, notre démarche est la suivante:

- Etablissement de la feuille de route et prise de contact avec l'ARMP pour assurer une planification correcte des missions à réaliser (réunion de démarrage) ;
- Planification et prise de connaissance générale des entités à auditer ;
- Revue des textes régissant les structures à auditer et des rapports relatifs aux audits précédents ;
- Analyse et évaluation de l'organisation institutionnelle de chaque entité concernée ;
- Revue de la procédure de passation et d'exécution des marchés ;
- Elaboration des rapports provisoires ;
- Réception et traitement des commentaires des audités ;
- Traitement des requêtes spéciales ;
- Elaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse ;
- Contrôle qualité ;
- Restitution.

2.2 COORDINATION GENERALE DE LA MISSION

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège est composée d'un noyau sous la direction d'un Expert financier qui a une expérience avérée en passation de marchés.

Ce dernier est assisté d'auditeurs en passation de marchés et d'une assistante de direction. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin (experts en informatique, ingénieurs en génie civil, etc.). Le support des équipes d'experts est concentré sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, en fonction de nos expériences d'audit similaires en Afrique, pour garantir les meilleures conditions pour la conduite de travaux d'audit efficaces et de haute qualité.

L'équipe d'appui du Siège est placée sous la responsabilité d'un Auditeur Sénior Manager et rompu aux missions d'audit technique et de revue de procédures de passation de marchés au Sénégal et dans la sous-région francophone.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du Siège a un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur au sein du Cabinet Grant Thornton, certifié ISO 9001 Version 2008 depuis décembre 2009. Son profil le prédestine à s'impliquer de manière significative sur le terrain.

Par ailleurs, les ingénieurs domaines, prévus dans les TDRs sont positionnés dans l'équipe d'appui pour être mobilisés sur le terrain des opérations en fonction des exigences de chaque instant.

2.3 LA PHASE DE PRE-AUDIT

Après les formalités de négociation et de finalisation du contrat et la phase préparatoire, l'équipe a tenu une réunion de démarrage avec l'ARMP, au cours de laquelle des informations ont été échangées, les attentes précisées et les premières contraintes identifiées. A ce stade, au niveau de chaque

autorité contractante, nous avons tenté d'obtenir certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- la liste complète de tous les marchés passés en 2012 ;
- les plans de passation des marchés ;
- l'état d'exécution du plan de passation des marchés ;
- les extraits budgétaires de la gestion 2012 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2012 ;
- les rapports des corps de contrôle de l'Etat ;
- l'ensemble des pièces relatives à chaque acquisition ;
- les rapports d'activités ;
- l'organigramme et /ou le document organisant l'autorité contractante ;
- les actes de désignation des membres de la Commission de passation des marchés ;
- les situations relatives aux marchés et collectées auprès de la DCMP et d'autres services afin d'être confrontées aux listes qui seront ultérieurement obtenues des autorités contractantes;
- les états financiers au 31 décembre 2012 ;
- le fichier des immobilisations ;
- la balance générale au 31 décembre 2012 ;
- toute autre documentation utile à la mission.

2.3.1 PREPARATION DU PLAN D'AUDIT

En fonction de nos échanges au sein de l'équipe clé et des termes de références, nous avons préparé un plan d'audit global.

Ce plan global a été affiné pour donner un plan détaillé, plus exactement un programme de travail adapté, incluant une information précise sur les procédures d'audit et les tests à appliquer durant la mission sur le terrain. Le plan global inclut les propositions de dates pour l'audit, une évaluation intermédiaire des risques d'audit et le niveau proposé de test basé sur les contrôles perçus comme étant mis en place, le degré « d'audit confiance » requis et de matérialité par seuil.

Nos plans ont été conçus afin de nous permettre de conduire les travaux de manière efficace, efficiente et économique, et avec un minimum d'inconvénients pour les audités, et nous nous sommes assurés que :

- les problèmes potentiels ont été identifiés au plus tôt;
- une attention particulière a été dévolue aux zones à risques de l'audit;
- les travaux d'audit seront rapidement menés et le dossier revu aisément;
- le travail a été réparti de manière adéquate entre membres de l'équipe d'audit.

2.3.2 PROGRAMMATION DES MISSIONS AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES

Une fois que les entités à auditer ont été avisées, munis des lettres d'introduction, nous avons pris contact avec les personnes responsables de ces entités afin de trouver rapidement un accord sur les dates de l'audit et faire approuver l'ordre chronologique des visites. Nous nous sommes assurés que les personnes clés à rencontrer sont disponibles aux dates convenues. Nous avons pris soin de confirmer par courrier les arrangements convenus avec les autorités contractantes.

Avec cette approche, nos communications avec les audités, empreintes du professionnalisme requis, nous ont permis de nous assurer d'un maximum de coopération et d'une traçabilité sans faille.

2.3.3 REUNION DE DEMARRAGE AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES CIBLEES PAR L'AUDIT

Durant les réunions de démarrage avec les audités, nous nous sommes assurés des tâches déterminées dans le programme avec le personnel de l'Audité et avons recadré nos objectifs. Nous avons obtenu une description :

- du cadre réglementaire et institutionnel,
- du niveau d'application du nouveau Code de Marchés Publics par la mise en place de la structure organisationnelle, des contrôles internes et des procédures de management de l'Audité en utilisant un questionnaire de contrôle interne,
- du niveau de formation des acteurs intervenant dans les marchés publics.

Cette phase nous a permis de comprendre tous les mécanismes des différents types de structures ciblées à travers l'analyse de la structure organisationnelle et de son fonctionnement, et de vérifier la fiabilité des procédures de gestion administrative et de contrôle interne.

2.4 PHASE DE REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

2.4.1. L'ECHANTILLONNAGE

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a été composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière de revue. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

2.4.2 REALISATION DES TRAVAUX D'AUDIT SUR SITE

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons réalisé durant la phase d'exécution de l'audit sur site, des tests sur l'échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests ont été menés par rapport à la traçabilité de chaque contrat, de l'expression du besoin en passant par la budgétisation jusqu'au paiement. Ces tests nous ont permis de vérifier la conformité de la conception, l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec la loi relative aux marchés publics. Les tests qui ont été mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés ont intégré, outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes existantes;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières de la loi relative aux marchés publics telles que l'inscription préalable des marchés dans les PPM et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement formulées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché, une check-list détaillée a été méticuleusement renseignée et présentée en annexe. L'ensemble de ces fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou plusieurs marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

Pour chaque structure auditée, les constats ont été systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous avons proposé des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés, avec une claire définition des modalités de mise en œuvre.

Suite à cette revue, il a été établi des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants).

2.5 AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES

Conformément aux termes de référence (TDR), nous avons procédé à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Ces marchés ont exclu logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc, objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications ont été faites sur la base des procès-verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrain.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit physique a été articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

L'audit physique s'il y a lieu doit déboucher sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

2.6 PHASE DE CONTROLE DE LA QUALITE ET DE REVUE INDEPENDANTE

Le contrôle qualité est une exigence à Grant Thornton, comme en atteste sa place dans notre manuel des normes et pratiques professionnelles conformément aux standards internationaux en matière d'audit. Le dossier de travail ainsi que tous les rapports ont été revus par un expert indépendant qui n'a pas participé à la mission.

Son rôle est de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales reprises dans notre manuel d'exercice professionnel.

Pour l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts a été mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu en fonction de leur gravité soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l'ARMP.

2.7 PHASE DE RESTITUTION DES RAPPORTS

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit.

De plus, chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- ❖ rapport provisoire ;
- ❖ rapport final.

3. ENVIRONNEMENT LEGISLATIF, REGLEMENTAIRE ET DISPOSITIF INSTITUTIONNEL

3 Analyse du dispositif institutionnel et réglementaire

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

3.1 Cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011 relative aux lois de Finances ;
- La loi N° 65-51 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration, modifiée par la loi 2006-16 du 30 Juillet 2006 ;
- Loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi 2009-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret 2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics
- Arrêté 11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés;
- Arrêté 11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;

- Arrêté 11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté 11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté 11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté 11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis ;

3-2 LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES

La passation des marchés publics est d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier.

Aussi le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 a-t-il mis en place une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

3.2.1 LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté 11586/MEF du 28 Décembre 2007 dont, entre autres :

- L'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,
- L'établissement, en début d'année du plan consolidé annuel de,
- matière de marchés publics,
- La tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- L'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

3.2.2. LA COMMISSION DES MARCHES

L'arrêté 11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des Commissions des marchés, fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

3-3 LES ENTITES DE REGULATION ET DE CONTRÔLE

Le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation.

3.3.1 LA DIRECTION CENTRALE DES MARCHES PUBLICS

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

3.3.2 L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

3-4 LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

3-5 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

4 LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES PUBLICS AU SEIN DU FOND DE SOUTIEN AU SECTEUR DE L'ENERGIE

4.1 LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES (PRM)

La Personne responsable des Marchés est l'administrateur. Le Fonds spécial de Soutien au Secteur de l'Energie (FSE) est institué par décret n° 2011-161 du 28 janvier 2011. Il est doté d'une autonomie financière et d'une personnalité juridique. Il est dirigé par deux organes que sont le Conseil d'administration et l'administrateur.

Le FSE vise les trois objectifs spécifiques ci-après :

- Sécuriser les approvisionnements en combustibles de SENELEC ;
- Combler le déficit de capacité de production de SENELEC ;
- Contribuer à la restructuration financière de SENELEC.

4.2. LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES (CPM)

La CPM est instituée par arrêté N°00001 du 01 septembre 2011 portant nomination de ses membres. Les différentes tâches assignées à la CPM sont les suivantes :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'Autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à transmettre à des tiers en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à signer avec des tiers en matière de marchés publics ;
- Le classement et l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services ;
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés de l'Autorité contractante ;
- l'établissement de l'avis général de passation des marchés et sa publication conformément aux articles 6 et 56 du code des marchés ;
- la tenue du secrétariat de la commission des marchés
- l'appui aux différents services pour les opérations de passation de marchés
- la réalisation et la tenue de tableaux de bord sur les délais de mise en œuvre des différentes étapes des procédures de passation des marchés et de réalisation des calendriers d'exécution des marchés ;
- l'identification des besoins de formation des services en matière de marchés publics ;
- la liaison avec les missions extérieures, notamment celles d'audit des marchés, initiées par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la Direction Centrale des Marchés Publics et à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.

4.3. LA COMMISSION DES MARCHES (CM)

La Commission des Marchés est désignée par l'administrateur du Fonds par décision n° 00002 du 01/09/2011. Cette Commission est chargée de :

- l'ouverture des plis ;
- l'évaluation des offres ;
- l'attribution provisoire des marchés.

Nous avons constaté que l'acte portant nomination des membres de la commission des marchés du FSE est pris le 1 septembre 2011 sans être renouvelé au plus tard le 05 Janvier 2012 conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté N°11588 du 28 Décembre 2007.

5. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS

5.1. SELECTION DES MARCHES A AUDITER

Au titre de l'année 2012, le Fonds de Soutien au Secteur de l'Energie a passé 6 DRP pour un montant de F CFA 52 880 114. Nos travaux ont porté sur la totalité de ces marchés.

Les marchés de cette AC sont présentés ci-après :

Mode de passation	FSE				
	Récapitulatif des marchés (en F CFA)		Marchés sélectionnés pour revue (en F CFA)		
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Scoop en volume/mode
DRP	6	52 880 114	6	52 880 114	100%
TOTAL	6	52 880 114	6	52 880 114	
Taux de couverture			100%	100%	

Le recoupement des données auprès de l'Autorité contractante, du site de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) et des états financiers, effectué par nos soins, n'a pas relevé d'autres marchés passés par le Fonds de Soutien au Secteur de l'Energie (FSE) en 2012.

5.2. CONSTATS DE L'AUDIT

5.2.1 CONSTATS GENERAUX

Nos travaux nous ont permis de relever des non conformités d'ordre général, sur les marchés examinés sur la période sous revue.

5.2.1. 1. LE DEFAUT DE RENOUVELLEMENT DES MEMBRES DE LA COMMISSION DES MARCHES

Dispositions réglementaires

Selon l'article 6 de l'arrêté 11 598 du 28/12/07 portant Code des marchés publics, les copies des actes de nomination des membres des commissions des marchés et de leurs suppléants sont communiquées à l'Autorité de Régulation des Marchés publics et à la Direction Centrale des Marchés publics au plus tard le 05 janvier de chaque année.

Constat

Le Fonds Spécial de Soutien au Secteur de l'Energie a mis en place une Commission des marchés et une Cellule de passation des marchés en date du 1^{er} Septembre 2011. Nous avons noté que le renouvellement de la CM n'est pas fait en violation de la disposition ci-dessus.

Recommandation

Nous vous recommandons de veiller au respect des dispositions de l'article 6 de l'arrêté N° 11588 du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 36 du décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

5.2.1. 2. DECALAGE ENTRE DATE LIMITE DE DEPOTS DES OFFRES ET DATE D'OUVERTURE DES PLIS

Dispositions réglementaires

L'article 67 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics dispose : « A l'expiration des dates et heures limites de dépôt des offres, la Commission des Marchés est chargée de procéder à l'ouverture des plis ... »

Constat

Pour toutes les DRP relatives à des prestations intellectuelles, nous avons constaté un décalage entre les dates d'ouverture des plis et les dates limite de dépôt des offres indiquées dans les lettres d'invitation et aucun document attestant de la prolongation des délais de soumission ne nous a été transmis, en violation de l'article 67 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

Recommandations

Nous vous recommandons de veiller au respect des dispositions de l'article 67 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

5.2.1. 3. LE DEFAUT DE PUBLICATION DU PROCES-VERBAL D'ATTRIBUTION

Dispositions réglementaires

L'article 78 alinéa 3b du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics stipule : « Les marchés de fourniture atteignant 3 000 000 FCFA et ceux de travaux atteignant 5 000 000 FCFA passés suivant la procédure spécifique de demande renseignements de prix donnent lieu à publication sur le site des marchés publics dès leur attribution lorsque le montant du marché atteint les seuils indiqués au paragraphe précédent ; à cet effet, l'autorité contractante communique à l'organe chargé du contrôle des marchés publics, qui assure la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché. »

Constat

Nous avons constaté la non transmission du procès-verbal d'attribution à l'ARMP pour publication sur le portail des Marchés Publics, en violation des dispositions de l'article 78 alinéa 3b. du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.

Recommandations

Nous vous recommandons de veiller au respect des dispositions de l'article 78 alinéa 3b du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics en envoyant les données du marchés (liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire, la nature et le montant du marché) à l'Autorité chargée du contrôle.

5.2.2. CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES

5.2.2.1. REVUE DES MARCHES PASSES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Pour la gestion 2012, tous les marchés du Fonds de Soutien au secteur de l'Energie sont passés suivant la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP).

Au terme de nos travaux, nos constats se résument comme suit :

✓ **MARCHE RELATIF A L'AUDIT ANNUEL DES COMPTES DU FSE POUR UN MONTANT DE FCFA 6 572 600**

Pour ce marché, nous avons constaté la convocation tardive des membres de la commission des marchés à la séance d'ouverture des offres, en violation des dispositions de l'article 39 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics. En effet, ses membres sont convoqués le 20 novembre 2012 pour une ouverture des offres le 22 novembre 2012, soit moins de 5 jours francs avant la date prévue pour la réunion.

✓ **MARCHE RELATIF à L'AUDIT ANNUEL DES COMPTES DU FSE POUR UN MONTANT DE FCFA 5 734 800**

Pour ce marché, nous avons constaté la convocation tardive des membres de la commission des marchés à la séance d'ouverture des offres, en violation des dispositions de l'article 39 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics. En effet ses membres sont convoqués le 20 novembre 2012 pour une ouverture des offres le 22 novembre 2012, soit moins de 5 jours francs avant la date prévue pour la réunion.

Pour les quatre (4) marchés restants, nous n'avons pas d'observations particulières sur la passation de ce marché en dehors des points relevés au niveau des constats d'ordre général notamment l'absence de publication du PV d'attribution provisoire mais aussi de non coïncidence de la date d'ouverture des offres et de la date de dépôt des offres. Il s'agit :

✓ **MARCHE RELATIF A L'ASSURANCE MALADIE DU PERSONNEL DE FSE POUR UN MONTANT DE FCFA 6 545 650**

✓ **MARCHE RELATIF AU SERVICE DE GARDIENNAGE DES LOCAUX DE FSE POUR UN MONTANT DE FCFA 8 496 000.**

✓ **MARCHE RELATIF A LA FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES POUR UN MONTANT DE FCFA 3 070 000.**

✓ **MARCHE RELATIF A L'ELABORATION DU MANUEL DES PROCEDURES POUR UN MONTANT DE FCFA 22 461 064.**

5.2.3. CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES

■ **Sélection**

Notre sélection a porté sur le marché relatif à l'élaboration du manuel de procédure du FSE, pour un montant de FCFA 22 461 064.

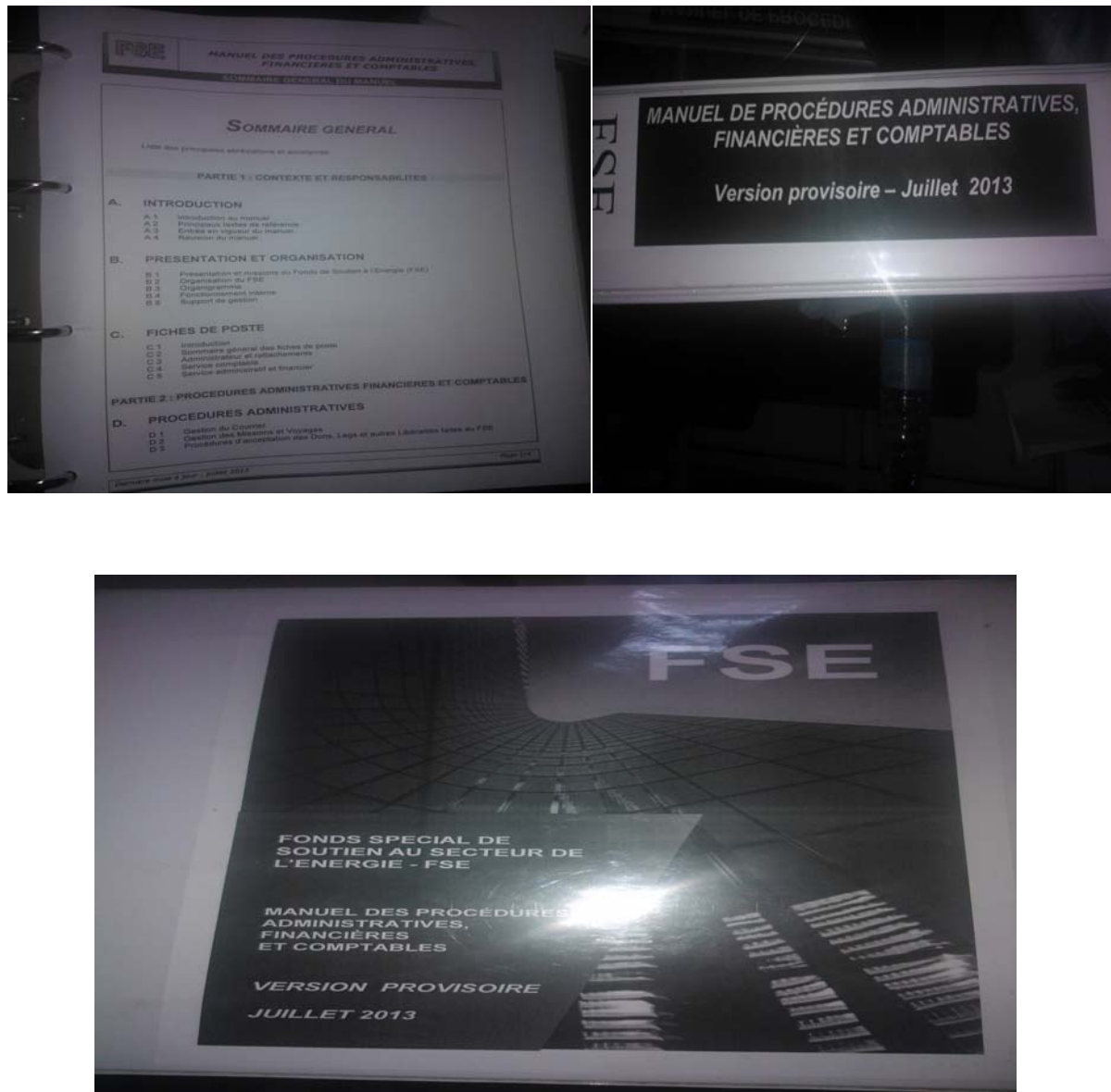
■ **Travaux effectués**

Afin de vérifier la réalité de la dépense, nous avons procédé à l'inspection physique du manuel des procédures du FSE en examinant la cohérence entre les biens livrés, le contrat, le procès verbal de réception et les pièces justificatives ayant servi au paiement.

■ Résultats

Les travaux n'appellent pas de remarques particulières de notre part.

■ Images illustratives de l'inspection physique



5.2.4. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF D'ARCHIVAGE

Nos travaux nous ont permis de constater que les documents du marché sont bien classés. En effet, le classement des pièces relatives aux marchés dans la même liasse est bien élaboré conformément aux dispositions de l'arrêté n°011586/MEF du 27 décembre 2007 et au manuel de classement et d'archivage élaboré par l'ARMP.

5.3 RECOMMANDATIONS

La synthèse des recommandations issues de nos travaux est consignée dans le tableau ci-après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS	SERVICE RESPONSABLE
1.	Le non renouvellement des membres de la commission des marchés avant le 05 janvier 2012	Nous vous recommandons de veiller au respect des dispositions des articles 36 du décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics et 6 de l'arrêté 11588 du 28 décembre 2007	Administrateur FSE
2.	Non respect du délai de convocation des membres de la cellule de passation	Veiller au respect des dispositions de l'article 39 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics.	CPM FSE
3.	Non transmission à la DCMP du procès verbal d'attribution pour publication sur le portail des marchés publics	Veiller au respect des dispositions de l'article 78 alinéa 3b du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics.	CPM FSE
4.	Décalage entre date limite de dépôts des offres et date d'ouverture des plis	Veiller au respect des dispositions de l'article 67 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics	CPM FSE
5	Délai relativement longs sur les procédures de passation des marchés	Nous vous recommandons d'accorder au traitement des DRP plus de célérité	CPM FSE
6	Taux de réponses faible	Nous vous recommandons de mettre en place une base de fournisseurs agréés assez étendue pour prévenir des taux de réponses faible.	CPM FSE

5.4 STATISTIQUES ET INDICATEURS

5.4.1 TABLEAU STATISTIQUE DES ANOMALIES

Anomalies/Marchés	DRP 1	DRP 2	DRP 3	DRP 4	DRP 5	DRP 6	Total anomalies	Total marchés revus	Statistique des anomalies
Anomalies organisationnelles									
Défaut de renouvellement des membres de la commission des marchés et de la cellule de passation	1	1	1	1	1	1	6	6	100%
Anomalies sur l'ouverture des offres									
Défaut d'ouverture des offres aux dates et heures fixées dans la lettre d'invitation	1	1	1	1			4	6	67%
Taux de réponse faible			1				1	6	17%
Délai longs sur la procédure de passation des marchés			1	1	1	1	4	6	67%
Anomalies sur les règles de publicité									
Défaut publication des attributions définitives (DRP)	1	1	1	1	1	1	6	6	100%

SOMMAIRE DES ANNEXES

1- REVUE DETAILLEE DES MARCHES PASSES PAR DRP.....	31
2- REPONSES DE GRANT THORNTON AUX OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES DU FSE SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRES	44
3- OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES DU FSE SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE..	48

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

✚ LETTRE D'INVITATION N° 0078MEF/FSE/RAF/DB: COUVERTURE ASSURANCE MALADIE POUR LE PERSONNEL

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Cette DRP est relative à l'assurance maladie du personnel de FSE pour un montant de FCFA 6 545 650.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de Fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	FSE
3. Intitulé du marché	Assurance Maladie du Personnel
4. Numéro du marché	Lettre d'inv N°0078MEF/FSE/RAF/DB
5. Description des biens, travaux ou service	Assurance Maladie du Personnel
6. Nom de l'attributaire du marché	Compagnie Générale d'Assurance
7. Nombre d'offres reçues,	3
9: Date de publicité de la demande de prix	06/06/2012
10. Date ouverture des plis	22/06/2012/ date limite de dépôt des offres le 18/06/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	12/11/2012
12. Date de publication des résultats	L'attribution n'a pas fait l'objet de publication sur le site de L'ARMP comme le stipule l'article 78 alinéa 3
13. Date Ordre de service de commencer	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation	01/01/2013
15. Délai d'exécution	1 an
16. Date de réception	N/A
17. Montant de base du marché	N/A
18. Montant de L'avenant	N/A
18. Montant du Marché	6 545 650 F CFA
18. Montant du Budget	10 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- L'attribution n'a pas fait l'objet de publication sur le site de l'ARMP comme le stipule l'article 78 alinéa 3b du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics ;
- La date d'ouverture des plis est différente de celle de la date limite de dépôt des offres indiquée dans la lettre d'invitation et aucun document attestant de la prolongation du délai de soumission ne nous est transmis, en violation des dispositions de l'article 67 du décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

RECOMMANDATIONS

- Nous recommandons au FSE de veiller au respect des dispositions des articles 78 alinéa 3 ; 67 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics en :
 - transmettant les données du marché à la DCMP pour publication sur le site de l'ARMP ;
 - veillant rigoureusement à l'ouverture des plis aux dates limites indiquées dans la lettre d'invitation.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Hormis le défaut de publication de l'attribution sur le site de l'ARMP et le décalage entre la date de dépôt et celle d'ouverture des offres, le FSE a globalement respecté les dispositions du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés.

🚩 LETTRE D'INVITATION N° 00112MEF/FSE/RAF/DB: SERVICES DE GARDIENNAGE DES LOCAUX DE FSE

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Cette DRP est relative aux services de gardiennage des locaux de FSE pour un montant de FCFA 8 496 000.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de Fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	FSE
3. Intitulé du marché	Gardiennage des locaux du FSE
4. Numéro du marché	Lettre d'invitation N°00112MEF/FSE/RAF/DB
5. Description des biens, travaux ou service	Gardiennage des locaux du FSE
6. Nom de l'attributaire du marché	Agence de Sécurité Elite Protection
7. Nombre d'offres reçues,	1
9: Date de publicité de la demande de prix	05/12/2012
10. Date ouverture des plis	18/12/2012/ date limite de dépôt des offres le 17/12/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	31/12/2012
12. Date de publication des résultats	L'attribution n'a pas fait l'objet de publication dans le site de L'ARPM comme le stipule l'article 78 alinéas 3b
13. Date Ordre de service de commencer	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation	01/01/2012
15. Délai d'exécution	12 MOIS
16. Date de réception	N/A
17. Montant de base du marché	N/A
18. Montant de L'avenant	N/A
18. Montant du Marché	8 496 000 FCFA
18. Montant du Budget	8 600 000 FCFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- un taux de réponse faible, seule une offre a été reçue ;
- l'attribution n'a pas fait l'objet de publication sur le site de l'ARMP comme le stipule l'article 78 alinéa 3b du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics ;
- la date d'ouverture des plis est différente de celle de la date limite de dépôt des offres indiquée dans la lettre d'invitation et aucun document attestant de la prolongation du délai de soumission ne nous est transmis, en violation des dispositions de l'article 67 du décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au FSE de veiller au respect des dispositions des articles 78 alinéa3, 67 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics en:

- transmettant les données du marché à la DCMP pour publication sur le site de l'ARMP ;
- veillant rigoureusement à l'ouverture des plis aux dates limites indiquées dans la lettre d'invitation ;
- mettant en place une base de fournisseurs agréée assez étendue pour prévenir des taux de réponses faible.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Hormis le défaut de publication de l'attribution sur le site de l'ARMP, le décalage entre la date de dépôt et celle d'ouverture des offres et le faible taux de réponse des offres reçues, le FSE a globalement respecté les dispositions du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.

✚ LETTRE D'INVITATION N° 00053MEF/FSE/RAF/DB: FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Cette DRP est relative à la Fourniture de Consommables Informatiques pour un montant de FCFA 3 070 000.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de Fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	FSE
3. Intitulé du marché	Consommables Informatiques
4. Numéro du marché	Lettre d'inv N°00053MEF/FSE/RAF/DB
5. Description des biens, travaux ou service	Consommables Informatiques
6. Nom de l'attributaire du marché	STABURO
7. Nombre d'offres reçues,	6
9: Date de publicité de la demande de prix	14/05/2012
10. Date ouverture des plis	23/05/2012/ date limite de dépôt des offres le 18/05/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	23/08/2012
12. Date de publication des résultats	L'attribution n'a pas fait l'objet de publication sur le site des Marchés publics comme le stipule l'article 78 alinéas 3b
13. Date Ordre de service de commencer	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation	23/08/2012
15. Délai d'exécution	6 MOIS
16. Date de réception	N/A
17. Montant de base du marché	N/A
18. Montant de L'avenant	N/A
18. Montant du Marché	3 070 000 FCFA
18. Montant du Budget	7 600 000 FCFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'attribution n'a pas fait l'objet de publication sur le site des Marchés publics comme le stipule l'article 78 alinéa 3b du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics ;
- la date d'ouverture des plis est différente de celle de la date limite de dépôt des offres indiquée dans la lettre d'invitation et aucun document attestant de la prolongation du délai de soumission ne nous a été transmis, en violation de l'article 67 du décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics ;
- des délais de 3 mois, anormalement longs, entre la date d'ouverture des plis et celle de l'approbation du marché.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au FSE de veiller au respect des dispositions des articles 78 alinéa 3, 67 du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics en :

- transmettant les données du marché à la DCMP pour publication sur le site de l'ARMP ;
- veillant rigoureusement à l'ouverture des plis aux dates limites indiquées dans la lettre d'invitation ;
- accordant un traitement des DRP dans des conditions de célérité acceptable.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Hormis le défaut de publication de l'attribution sur le site de l'ARMP, le décalage entre la date de dépôt et celle d'ouverture des offres et les délais longs entre la date d'ouverture des plis et l'approbation du marché, le FSE a globalement respecté les dispositions du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés.

✚ LETTRE D'INVITATION N° 00037MEF/FSE/RAF/DB: ELABORATION DU MANUEL DES PROCEDURES
COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Cette DRP est relative à l'élaboration du manuel des procédures pour un montant de FCFA 22 461 064.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget FSE
2. Nom de l'Autorité contractante	Fonds Spécial de Soutien au Secteur de l'Energie (FSE)
3. Intitulé du marché	Elaboration du Manuel des procédures
4. Numéro du marché	Lettre d'invitation N°037/MEF/FSE/RAF/DB
5. Description des biens, travaux ou service	Prestations intellectuelles
6. Nom de l'attributaire du marché	BDO (MBA)
7. Nombre d'offres reçues,	4
9: Date de publicité de la demande de prix	09/05/2012
10. Date ouverture des plis	22/05/2012/ Date limite de dépôt des offres 14/05/2012 reporté au 18/05/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	31/12/2012
12. Date de publication des résultats	N/A
13. Date Ordre de service de commencer	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation	Non communiquée
15. Délai d'exécution	rapport provisoire 3 mois suivant le démarrage officiel
16. Date de réception	
17. Montant de base du marché	N/A
18. Montant de L'avenant	N/A
18. Montant du Marché	22 461 064 FCFA
18. Montant du Budget	25 000 000 FCFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'attribution n'a pas fait l'objet de publication sur le site de l'ARMP comme le stipule l'article 78 alinéa 3b du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics ;
- la date d'ouverture des plis (22/05/2012) est différente de la date limite de dépôt des offres (18/05/2012) indiquée dans la lettre d'invitation et aucun document attestant de la prolongation du délai de soumission ne nous a été transmis, en violation de l'article 67 du décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics ;
- des longs délais longs de passation : 7 mois pour cette DRP entre l'ouverture des offres et l'approbation du marché.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au FSE de veiller au respect des dispositions des articles 78 alinéa3, 67 du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics en :

- ✓ transmettant les données du marché à la DCMP pour publication sur le site de l'ARMP ;
- ✓ veillant rigoureusement à l'ouverture des plis aux dates limites indiquées dans la lettre d'invitation ;
- ✓ accordant un traitement des DRP dans des conditions de célérité acceptable.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHÉ

Hormis le défaut de publication de l'attribution sur le site de l'ARMP, le décalage entre la date de dépôt et celle d'ouverture des offres et les délais longs entre la date d'ouverture des plis et l'approbation du marché, le FSE a globalement respecté les dispositions du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés.

DRP -AUDIT ANNUEL DES COMPTES DU FSE

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Cette DRP est relative à l'audit annuel des comptes du FSE pour un montant de FCFA 6 572 600.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget FSE
2. Nom de l'Autorité contractante	Fonds Spécial de Soutien au Secteur de l'Energie (FSE)
3. Intitulé du marché	
4. Numéro du marché	Non numéroté
5. Description des biens, travaux ou service	Prestations intellectuelles
6. Nom de l'attributaire du marché	KPMG Audit
7. Nombre d'offres reçues,	5
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation	09/05/2012
10. Date ouverture des plis	22/05/2012/ Date limite de dépôt des offres 14/05/2012 reporté au 18/05/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	14/03/2013
12. Date de publication des résultats	
13. Date Ordre de service de commencer	Non communiquée
14. Date de démarrage effectif de prestation	Non communiquée
15. Délai d'exécution	2 semaines (rapport provisoire)
16. Date de réception	22/10/2013
17. Montant du marché	6 572 600 F CFA
18. Montant du Budget	15 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- des délais de passation longs d'environ 10 mois entre l'ouverture des offres et l'approbation du marché. De même les prestations ont été exécutées 7 mois après l'approbation du marché ;
- L'attribution n'a pas fait l'objet de publication sur le site de l'ARMP comme le stipule l'article 78 alinéa 3b du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics ;
- Le décalage entre la date d'ouverture des plis (22/05/2012) et la date limite de dépôt des offres (18/05/2012) indiquée dans la lettre d'invitation et aucun document attestant de la prolongation du délai de soumission ne nous a été transmis, en violation de l'article 67 du décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics ;
- Pour ce marché, nous avons constaté la convocation tardive des membres de la commission des marchés à la séance d'ouverture des offres, en violation des dispositions de l'article 39 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics. En effet, ses membres sont convoqués le 20 novembre 2012 pour une ouverture des offres le 22 novembre 2012, soit moins de 5 jours francs avant la date prévue pour la réunion.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au FSE de veiller au respect des dispositions du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics en :

- transmettant les données du marché à la DCMP pour publication sur le site de l'ARMP ;
- ouvrant les plis aux heure et date limites de dépôt prévues sur les lettres d'invitation ;
- accordant un traitement des DRP dans des conditions de célérité acceptable.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Hormis le défaut de publication de l'attribution sur le site de l'ARMP, le décalage entre la date de dépôt et celle d'ouverture des offres et les délais longs entre la date d'ouverture des plis et l'approbation du marché, le FSE a globalement respecté les dispositions du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés.

DRP - AUDIT ANNUEL DES COMPTES DU FSE

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Cette DRP est relative à l'audit annuel des comptes du FSE pour un montant de FCFA 5 734 800.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget FSE
2. Nom de l'Autorité contractante	Fonds Spécial de Soutien au Secteur de l'Energie (FSE)
3. Intitulé du marché	Audit annuel des comptes du FSE
4. Numéro du marché	Non numéroté
5. Description des biens, travaux ou service	Prestations intellectuelles
6. Nom de l'attributaire du marché	FIDECA
7. Nombre d'offres reçues,	5
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation	09/05/2012
10. Date ouverture des plis	22/05/2012/ Date limite de dépôt des offres 14/05/2012 reporté au 18/05/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	18/12/2012
12. Date de publication des résultats	
13. Date Ordre de service de commencer	Non communiquée
14. Date de démarrage effectif de prestation	Non communiquée
15. Délai d'exécution	2 semaines (rapport provisoire)
16. Date de réception	27/09/2013
17. Montant du marché	5 734 800 FCFA
18. Montant du Budget	15 000 000 FCFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- des délais de passation longs d'environ 07 mois entre l'ouverture des offres et l'approbation du marché. De même on note des délais d'exécution longs après l'approbation.
- l'attribution n'a pas fait l'objet de publication sur le site de l'ARMP comme le stipule l'article 78 alinéa 3b du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics ;
- un décalage entre la date d'ouverture des plis (22/05/2012) et la date limite de dépôt des offres (18/05/2012) indiquée dans la lettre d'invitation et aucun document attestant de la prolongation du délai de soumission ne nous a été transmis, en violation de l'article 67 du décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.
- Pour ce marché, nous avons constaté la convocation tardive des membres de la commission des marchés à la séance d'ouverture des offres, en violation des dispositions de l'article 39 du

Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics. En effet, ses membres sont convoqués le 20 novembre 2012 pour une ouverture des offres le 22 novembre 2012, soit moins de 5 jours francs avant la date prévue pour la réunion.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au FSE de veiller au respect des dispositions du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics en;

- transmettant les données du marché à la DCMP pour publication sur le site de l'ARMP ;
- ouvrant les plis aux heures et date limite de dépôt prévues sur les lettres d'invitation
- accordant un traitement des DRP dans des conditions de célérité acceptable.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Hormis le défaut de publication de l'attribution sur le site de l'ARMP, le décalage entre la date de dépôt et celle d'ouverture des offres et les délais longs entre la date d'ouverture des plis et la date d'approbation du marché, le FSE a globalement respecté les dispositions du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés.

**REPONSES DE GRANT THORTON AUX OBSERVATIONS ET
COMMENTAIRES DU FSE SUR NOTRE RAPPORT
PROVISOIRE**

Dakar le 07 juillet 2014

A Monsieur le Directeur Général du Fonds de Soutien au Secteur de l'Energie

V/Réf : 00042/MEF/FSE/RAF/db du 11 juin 2014

N/Réf : 0817/2014/MG/KS/RC

Objet : Réponse aux commentaires du FSE à notre rapport provisoire sur la revue indépendante des marchés conclus au titre de l'exercice 2012.

Monsieur le Directeur,

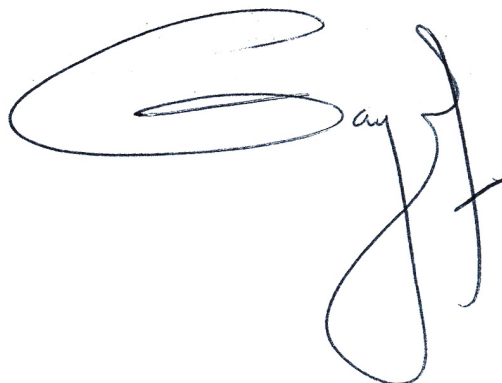
Nous accusons réception de la lettre citée en référence, relative à l'objet précité et vous en remercions.

Nous vous prions de trouver en annexe notre réponse relative aux observations du FSE.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions d'agréer **Monsieur le Directeur général**, l'assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE

Associé



Points d'observations du Fonds de Soutien au Secteur de l'Energie	Réponses de l'Auditeur
<p>1) « La commission des marchés n'a pas été nommée avant le 05 janvier 2012 en violation de l'article 6 de l'arrêté 11588 du 28/12/2007 »</p> <p>Le FSE, créé par le décret n°161-2011 du 28 janvier 2011, a effectivement démarré ses activités à partir du mois de juillet 2011. Son organisation, du fait de son effectif, ne permet pas de répondre aux exigences de l'article 2 de l'Arrêté n°11588 du 28 décembre 2007, en ce qui concerne la composition de sa commission des marchés. A cet effet, le FSE a mis en place au mois de septembre 2011, une commission et une cellule de passation des marchés adaptées à son organigramme et les actes correspondant ont été transmis à la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).</p> <p>Du fait de la particularité de l'organisation, la DCMP avait sollicité l'avis de l'ARMP sur la conformité de certaines commissions de marché aux dispositions de l'arrêté n°11588 pris en application de l'article 36 du code des marchés publics parmi lesquelles figure celle du FSE. Sur la question, l'ARMP a donné un avis favorable. Cette décision a été notifiée par l'avis n°004/12/ARMP/CRD du 3 avril 2012.</p> <p>En conséquence, les dispositions de l'article 6 de l'arrêté 11588 du 28 décembre 2007 ont été respectées.</p>	<p>L'avis n°004/12/ARMP/CRD du 03/04/2012 de l'ARMP porte sur la composition de la commission des marchés du FSE.</p> <p>Or notre constat relève de l'obligation de nommer les membres titulaires de la commission et leurs suppléants par un même acte et de le publier avant le 05 janvier de chaque année. Vous avez bien nommé une CM en 2011. Il convenait tout simplement de prendre toutes les dispositions nécessaires pour renouveler ladite commission avant le 05 janvier 2012, conformément à l'article 6 11588.</p> <p>Notre constat porte sur le renouvellement et non sur la composition des membres.</p> <p>Le constat est maintenu.</p>
<p>2) « Un décalage entre la date d'ouverture des plis et la date de dépôt des offres indiquée dans la lettre d'invitation et aucun document attestant la prolongation du délai de soumission ne nous a été transmis, en violation de l'article 67 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics »</p> <p>Sur ce point, je rappelle que les lettres attestant des prolongations pour les délais figurent dans les dossiers concernés. Généralement, ce sont des fax avec rapport d'émission. Je vous transmets ci-joint les documents correspondant.</p>	<p>Nous avons pris acte de la lettre d'invitation des membres de la commission portant sur le report de la date d'ouverture des plis pour les DRP relatives à « l'élaboration du manuel des procédures », « l'audit annuel des comptes du FSE », « l'audit annuel des comptes du FSE (commissariat des comptes) ». Sur cette lettre la date d'ouverture des offres a été reportée au 18 mai 2012. Or l'ouverture des plis a eu lieu le 22/05/2012.</p> <p>De plus, les photocopies des rapports d'émission n'indiquent ni l'objet, ni les destinataires.</p> <p>Pour les autres DRP, les lettres de report de la date d'ouverture des plis ne sont pas jointes.</p> <p>Le constat est maintenu.</p>

<p>3) « Des délais relativement longs sur la passation »</p> <p>S'agissant des délais relativement longs sur la passation, je précise que les retards constatés dans les procédures de passation sont dus au fait qu'après les élections de 2012, le Président du conseil d'Administration et certains membres représentants du Ministère de l'Energie, du Commerce, de PETROSEN, de SENELEC n'étaient plus en mesure d'exercer leur mandat au sein du conseil d'Administration du FSE.</p> <p>Selon les dispositions prises en application du décret n°2011-161 du 28 janvier 2011 en son article 8, lorsqu'un membre du conseil d'Administration n'est plus en mesure d'exercer son mandat, il est immédiatement pourvu à son remplacement par l'administration ou la structure qu'il représente, pour la période du mandat en cours.</p> <p>Or sur la période de mars à octobre 2012, le Président du conseil d'Administration et les représentants des structures concernées n'ont pas été désignés.</p> <p>Dans cette situation, il était impossible de convoquer le conseil d'Administration pour l'approbation des décisions de la Commission des marchés comme le prévoient les dispositions combinées des articles 5 et 19 dudit décret qui précisent que le conseil d'Administration du FSE a la charge de sélectionner un cabinet pour conduire les missions d'audit, de commissariat aux comptes, la mise en place du manuel de procédures.</p>	<p>Il convenait tout simplement de saisir les nouvelles autorités de ces structures aux fins de désigner leur représentant respectif.</p> <p>Le constat reste maintenu.</p>
<p>4) « Un taux de réponse faible, pour le marché de gardiennage »</p> <p>S'agissant du taux de réponse faible pour le marché de gardiennage, je vous fais connaître que les sociétés suivantes ont été saisies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'Agence de Sécurité Africaine - l'Agence de Sécurité Elite Protection - Sagam Sécurité - Phoenix - Vigassistance <p>Conformément à l'article 67 du code des marchés, la commission peut procéder aux opérations d'ouverture des plis quel que soit le nombre d'offres reçues. A ce titre, la seule offre reçue était celle de l'Agence de Sécurité Elite Protection.</p>	<p>Notre constat ne porte pas sur la saisine des fournisseurs. Nous vous recommandons juste d'élargir votre base de données fournisseurs pour prévenir des taux de réponses faible.</p>

**OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES DU FSE SUR
NOTRE RAPPORT PROVISOIRE**

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

FONDS SPECIAL DE SOUTIEN
AU SECTEUR DE L'ENERGIE

CONFIDENTIEL

N° 0 0 0 4 2 /MEF/FSE/RAF/db

Dakar, le 11 JUIN 2014

Courrier Arrivée

Le, 11-06-14...

N° 285

L'Administrateur

Objet : Rapport provisoire de la revue indépendante de conformité
de la passation des marchés publics

Monsieur le Directeur général,

J'accuse réception de votre de rapport provisoire relatif à la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés du Fonds spécial de Soutien au secteur de l'Energie (FSE) pour la gestion 2012 et vous remercie pour la qualité du travail effectué dans le cadre de la revue globale des opérations.

En retour, je vous prie de trouver ci-après les observations qu'appellent de ma part les différentes constatations contenues dans ledit de rapport provisoire :

❖ « La commission des marchés n'a pas été nommée avant le 05 janvier 2012 en violation de l'article 6 de l'arrêté 11588 du 28/12/2007 »

Le FSE, créé par le décret n°161-2011 du 28 janvier 2011, a effectivement démarré ses activités à partir du mois de juillet 2011. Son organisation, du fait de son effectif, ne permet pas de répondre aux exigences de l'article 2 de l'Arrêté n°11588 du 28 décembre 2007, en ce qui concerne la composition de sa commission des marchés. A cet effet, le FSE a mis en place au mois de septembre 2011, une commission et une cellule de passation des marchés adaptées à son organigramme et les actes correspondant ont été transmis à la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Du fait de la particularité de l'organisation, la DCMP avait sollicité l'avis de l'ARMP sur la conformité de certaines commissions de marché aux dispositions de l'arrêté n° 11588 pris en application de l'article 36 du code des marchés publics parmi lesquelles figure celle du FSE. Sur la question, l'ARMP a donné un avis favorable. Cette décision a été notifiée par l'avis n° 004/12/ARMP/CRD du 3 avril 2012.

En conséquence, les dispositions de l'article 6 de l'arrêté 11588 du 28 décembre 2007 ont été respectées.

- ❖ « Un décalage entre la date d'ouverture des plis et la date de dépôt des offres indiquée dans la lettre d'invitation et aucun document attestant la prolongation du délai de soumission ne nous a été transmis, en violation, de l'article 67 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics ».

Sur ce point, je rappelle que les lettres attestant des prolongations pour les délais figurent dans les dossiers concernés. Généralement, ce sont des fax avec rapport d'émission. Je vous transmets ci-joint les documents correspondant. ✕

- ❖ « Des délais relativement longs sur la passation »

S'agissant des délais relativement longs sur la passation, je précise que les retards constatés dans les procédures de passation sont dus au fait qu'après les élections de 2012, le Président du conseil d'Administration et certains membres représentant du Ministère de l'Energie, du Commerce, de PETROSEN, de SENELEC n'étaient plus en mesure d'exercer leur mandat au sein du conseil d'Administration du FSE.

Selon les dispositions prises en application du décret n° 2011-161 du 28 janvier 2011 en son article 8, lorsqu'un membre du conseil d'administration n'est plus en mesure d'exercer son mandat, il est immédiatement pourvu à son remplacement par l'administration ou la structure qu'il représente, pour la période du mandat en cours.

Or, sur la période de mars à octobre 2012, le Président du conseil d'administration et les représentants des structures concernées n'ont pas été désignés.

Dans cette situation, il était impossible de convoquer le Conseil d'Administration pour l'approbation des décisions de la Commission des marchés comme le prévoient les dispositions combinées des articles 5 et 19 dudit décret qui précisent que le Conseil d'Administration du FSE a la charge de sélectionner un cabinet pour conduire les missions d'audit, de commissariat aux comptes, la mise en place du manuel de procédures.

- ❖ « un taux de réponse faible, pour le marché de gardiennage »

S'agissant du taux de réponse faible pour le marché de gardiennage, je vous fais connaître que les sociétés suivantes ont été saisies :

- Agence de Sécurité Africaine ;
- l'Agence de Sécurité Elite Protection ;
- Sagam Sécurité ;
- Phoenix ;
- Vigassistance.

Conformément à l'article 67 du code des marchés, la commission peut procéder aux opérations d'ouverture des plis quel que soit le nombre d'offres reçues. A ce titre, la seule offre reçue était celle de l'Agence de Sécurité Elite Protection.

Veuillez agréer, **Monsieur le Directeur général**, l'assurance de ma considération distinguée.

A
Monsieur Mansour GAYE
Expert-Comptable
Membre de Grant Thornton
DAKAR

PJ :

- l'avis n° 004/12/ARMP/CRD du 3 avril 2012
- lettres attestant les prolongations
- décret nomination PCA
- lettres DRP Gardiennage

~~L'Administrateur du Fonds spécial
de Soutien au secteur
de l'Energie (FSE)~~
Omar CISSE

SUIVI DES RECOMMANDATIONS

Le FSE institué en 2011 n'a fait l'objet d'aucune revue indépendante des procédures de passation de ses marchés avant celle actuelle de 2012.